

d'aucune demande en vue de la prolongation de ce mandat. C'est aux Nations Unies qu'il appartiendrait de prendre une initiative. Je suis sûr que, si les Nations Unies arrivaient à la conclusion que la continuation de ce mandat est essentiel au maintien de la paix, nous examinerions avec bienveillance une telle requête.

**M. Ryan:** Serons-nous toujours obligés de fournir des troupes advenant une prolongation du mandat?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cette question supplémentaire est hypothétique.

GUINÉE—LA RÉOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ AU  
Sujet de l'INVASION PORTUGAISE—L'ATTITUDE  
DU CANADA

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Maintenant que le Conseil de sécurité de l'ONU a réprouvé l'invasion de la Guinée par des troupes portugaises, le gouvernement a-t-il pris des mesures à l'appui de la résolution du Conseil de sécurité ou songe-t-il à en prendre?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, cette question est d'importance et j'aimerais y donner la réponse qu'elle mérite. On me permettra peut-être d'en prendre note.

\* \* \*

LA NAVIGATION

L'UTILISATION D'UN BRISE-GLACE POUR TENIR LE  
CHENAL OUVERT ENTRE SOREL ET BERTHIER

[Français]

**M. Rock La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné qu'à cette période-ci de l'année, les glaces obstruent le chenal entre les villes de Berthier et de Sorel, ce qui gêne énormément le transport d'un certain nombre de travailleurs, et compte tenu de certaines revendications des Chambres de commerce de ma région, j'aimerais demander à l'honorable ministre s'il peut nous assurer que des démarches particulières seront faites pour que le chenal soit patrouillé par un brise-glace, afin que ce service de traversier fonctionne à toute heure du jour et de la nuit?

[Traduction]

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, très volontiers je verrai ce que nous pouvons faire de plus, et j'en informerai le député.

\* \* \*

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PÉNÉTRATION NAVALE RUSSE DANS L'OCÉAN INDIEN

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[L'hon. M. Sharp.]

La politique du gouvernement considère-t-elle qu'une pénétration navale russe importante dans l'océan Indien n'a pas d'effet tangible sur l'équilibre politique et militaire du monde?

**M. l'Orateur:** Le député sait qu'il ne peut poser ainsi une question. Il voudra peut-être la formuler autrement.

\* \* \*

AFFAIRES INDIENNES

LA RÉDUCTION DES FLOTTILLES DE PÊCHE AU SAUMON—  
LE CAS DES PÊCHEURS INDIENS

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, je devrais adresser cette question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, mais je pourrais peut-être l'adresser au ministre des Pêches puisqu'elle concerne les deux ministères. Le ministre sait-il qu'un certain nombre de compagnies qui se livrent à la pêche sur la côte de la Colombie-Britannique prennent actuellement des dispositions pour réduire leurs flottes de pêche au saumon au cours de l'année qui vient, touchant ainsi plus de 100 pêcheurs indiens de la région de Prince Rupert? Si oui, son ministère élabore-t-il certains projets en vue de sauvegarder la position des pêcheurs engagés dans l'industrie de la pêche?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Oui, monsieur l'Orateur, le ministère connaît ce problème et il a cherché un autre moyen de financer ces pêcheurs en collaboration avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

**M. Howard (Skeena):** Dans la mesure où cette affaire a été étudiée, le ministère pourrait-il nous fournir des détails à son sujet pour que les Indiens eux-mêmes sachent ce qui se passe?

**L'hon. M. Davis:** Très brièvement, monsieur l'Orateur, ce plan doit être administré par l'office d'aide aux pêcheurs indiens qui existe déjà en Colombie-Britannique et les fonds seront fournis par le ministère des Affaires indiennes.

\* \* \*

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Étant donné que le très honorable premier ministre a déclaré, au cours du congé de Noël, que l'inflation n'existait plus au Canada, alors qu'elle semblait être l'excuse et la cause de tous nos maux économiques depuis plus de deux ans, je voudrais que le premier ministre suppléant nous dise à quel coin de rue le très honorable premier ministre a rencontré l'inflation et l'a fait disparaître...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. L'honorable député reconnaîtra, j'en suis certain, que la question telle que posée n'est pas recevable.